

COMPOSITION D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

ÉPREUVE COMMUNE : ÉCRIT

**Frédéric Attal, Emmanuelle Cronier, Isabelle Dasque, Jérémie Dubois, Laure Machu
Claire Miot, Anne-Sophie Nardelli-Malgrand, Etienne Peyrat, Pauline Picco,
Stéphanie Sauget**

Coefficient : 3 ; durée : 6h

1) Remarques sur les copies d'histoire contemporaine

Le sujet d'histoire 2018 « De la domination à l'indépendance : les pays en voie de développement de 1918 à la fin des années quatre-vingt » n'a pas surpris les candidat.e.s. De fait, il y a deux ans, le jury avait pu constater que les exemples offerts dans les copies et les prestations des admissibles à l'oral démontraient un réel intérêt pour l'histoire globale. Le jury a ainsi voulu que cet intérêt puisse s'exprimer à travers un sujet qui non seulement englobe l'ensemble du monde et sur une longue durée mais décentre aussi quelque peu le regard, hors des pays considérés comme développés à la veille de la Première Guerre mondiale. Il s'est une nouvelle fois félicité de la solidité des connaissances hors États-Unis et Europe. En témoignent la moyenne et les notes supérieures ou égales à 14/20. La première dépasse largement 9 (9,33) et les secondes ne sont plus très loin du quart du total des 732 copies (23,77%). Certes, rappelons-le, il s'agit d'un concours, donc d'une notation relative, mais celle-ci témoigne d'un bon niveau général puisque les notes supérieures ou égales à 8 représentent près de 62% des copies. Cela n'a pas non plus nui au caractère sélectif de l'épreuve, bien au contraire, avec un écart-type de 4,60. Ajoutons qu'aucun admissible à l'ENS d'Ulm n'a eu une note inférieure à 12 à l'épreuve écrite d'histoire et qu'il faut descendre au 82^e rang pour trouver la première note sous la moyenne.

Plusieurs remarques positives doivent être soulignées. La première est qu'à l'inverse de l'an passé, il n'y eut que peu de copies indigentes (9 ont eu 01/20, 20 ont eu 02/20 et 65 sont inférieures ou égales à 4, 73 notées 5/20) ; la deuxième est que la chronologie proposée, bien que nécessairement longue – nous y reviendrons – n'a pas du tout déstabilisé les candidates et les candidats, malgré la coquille sur les colonies africaines ayant rallié la France libre (il s'agissait de l'AEF et non de l'AOF) ; tout au plus le jury a pu déplorer, mais c'est le risque de toute chronologie, une tendance plus ou moins forte à la paraphrase des dates dans à peu près une copie sur cinq ; enfin, le jury a particulièrement apprécié que soient discutés les termes du sujet. C'était à vrai dire la seule réelle « difficulté » : ne pas considérer que l'expression pays en voie de développement était acquise une fois pour toute. Nombreuses ont été les copies à souligner l'histoire de l'expression et son abandon relativement récent. Si le jury l'a néanmoins conservée, c'est qu'elle faisait encore autorité à la fin de la période considérée, contrairement bien sûr à celle de Tiers-Monde reniée par son inventeur même (Alfred Sauvy). Discuter les termes du sujet, c'était encore, comme l'ont à nouveau fait beaucoup de candidat.e.s, s'interroger sur ce que recouvrait la notion de domination – ce qui supposait bien sûr de ne pas se limiter aux Empires coloniaux *stricto sensu* –, questionner la réalité de l'indépendance (et donc le maintien de formes de domination), son caractère également équivoque, esquisser, enfin, les caractéristiques fluctuantes du développement même. Les meilleures introductions ont donc su cerner le sujet, en proposant d'emblée une délimitation géographique des pays concernés, ce qui supposait d'inclure l'Amérique latine ou la Chine par exemple, voire la Turquie, comme certaines bonnes copies ont pu le faire.

Mettre à profit la chronologie, ce qui fut plutôt bien fait, supposait non pas de la paraphraser ou de vouloir l'utiliser à tout prix – ce que l'avertissement dissuadait de faire –, mais comprendre que les dates proposées étaient des pistes, des bornes indiquant l'ensemble des thèmes que le jury souhaitait voir traiter dans les copies : outre les questions attendues de décolonisation, s'interroger sur les liens de domination hors Empires coloniaux (les Etats-Unis et l'Amérique latine), le rôle des organisations internationales, l'impact de la Guerre froide, les tentatives d'organisation des pays en développement, l'instabilité politique dans de nombreux pays indépendants de droit mais encore sous domination d'une puissance étrangère.

Le jury put ainsi lire dans des copies même moyennes des développements attendus sur la remise en cause non seulement de la tutelle coloniale, mais encore de la domination exercée par une puissance hégémonique qui se donnait le droit d'intervenir dans des pays pourtant indépendants et ce, dès 1918. Dans une moindre mesure, les copies satisfaisantes traitaient de l'importance stratégique des pays en développement dans le cadre de la Guerre froide et les conséquences que cela put avoir sur la stabilité tant politique qu'économique de ces pays indépendants de fraîche date ou non. Le jury a apprécié que plusieurs candidat.e.s montrent que ces pays pouvaient également être des acteurs et pas seulement des victimes passives de l'affrontement Est-Ouest, que ce soit dans le cadre du non-alignement ou dans la proposition d'un modèle autre de socialisme. À cet égard, le jury attendait davantage d'éléments sur la Chine (voir plus loin). Enfin, la différence entre les bonnes voire très bonnes copies et les meilleures (au-dessus de 16) se faisait le plus souvent dans la capacité à équilibrer les connaissances sur l'ensemble de la période, c'est-à-dire surtout à traiter justement la question du développement avec plus ou moins de précisions : les phénomènes démographiques, économiques, sociaux, urbains, migratoires... La pertinence des exemples qui permettait de mettre en évidence l'hétérogénéité des situations était particulièrement appréciée.

Le jury était conscient de l'étendue inévitable du sujet mais il aurait été dommage de se priver, par exemple, de l'entre-deux-guerres qui a donné lieu à de nombreux excellents développements. Il préfère des candidat.e.s gêné.e.s par le trop plein de connaissances que le contraire. Il a été indulgent envers quelques rares copies qui, adoptant comme attendu, un plan chronologique, étaient remarquables dans leurs deux premières parties mais, prises par le temps, n'avaient qu'esquissé la question du développement économique post-décolonisation. La troisième partie consacrée aux formes de développement distinguait le plus souvent les bonnes, très bonnes des excellentes copies. Si, répétons-le, tout ne pouvait être abordé, le jury a apprécié le choix des exemples proposés comme l'illustration de la volonté de se débarrasser de l'encombrant passé colonial par le changement des toponymes, le cas de la Côte d'Ivoire illustrant la croissance sans réel développement, le problème de la formation des cadres, les effets de l'exode rural sur l'urbanisation, la Françafrique. Quelques rares copies ont su expliquer le phénomène de domination pouvant exister entre les pays en développement et le jury a particulièrement apprécié quand quelques candidat.e.s ont su dépasser la vision d'une influence à sens unique (exclusivement des pays occidentaux vers les pays en développement) en montrant que la domination idéologique s'est par exemple à un moment et dans une certaine mesure inversée lors des mouvements de 1968 chez les étudiants révolutionnaires qui se réclament du maoïsme ou de Che Guevara.

Les quelques regrets concernent précisément le peu de copies parvenant à remplacer la vision verticale par le thème de la circulation, la place marginale accordée à la Chine et, hors la question des Nouveaux Pays Industrialisés, à l'Asie du Sud-Est, les trop rares développements consacrés aux questions politiques à partir des années soixante et soixante-dix.

Parmi les erreurs récurrentes, le jury a relevé, dans l'ordre chronologique, un nombre aléatoire de points proposés par le président Wilson à l'issue de la Grande Guerre (de 11 à 13 parfois dans une même copie), une confusion entre l'indépendance de l'Égypte en 1936 et la prise du pouvoir par Nasser, ou la présence de Tito à Bandoeng en 1955. Enfin, même dans

plusieurs bonnes copies, le projet Blum-Viollette repris de la chronologie donnait lieu à des explications approximatives. Signalons aussi que, malheureusement, des candidat.e.s croient pouvoir obtenir une note satisfaisante en délayant autant que faire se peut des connaissances fragiles, alors que quelques idées, même limitées en nombre, mais bien illustrées par des exemples précis pouvaient permettre d'obtenir une note très honorable.

Ces limites, inévitables dans un concours réunissant plus de 730 candidates et candidats, ne doivent pas masquer la qualité globale des copies d'histoire cette année.

2) Proposition de devoir développé sur le sujet

L'introduction et la structure même du devoir peuvent servir de modèle, il va sans dire que le jury ne pouvait attendre les développements nombreux et denses qui sont proposés.

La notion de pays en voie de développement est relativement récente. En 1949, le président Truman parlait de « sous-développement » pour caractériser les trois quarts de la planète qui n'avaient pas réalisé une transformation économique et sociale (industrialisation, essor du monde ouvrier et des classes moyennes, modernisation des infrastructures et des systèmes politiques, développement de l'éducation). « Il nous faut, annonçait-il dans son discours d'investiture, lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens dans le monde vit dans des conditions voisines de la misère. Ils n'ont pas assez à manger. Ils sont victimes de maladies. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères. » Discours qui résume ce qu'est le sous-développement et la part qu'il occupe dans les préoccupations des puissances industrialisées, non sans arrières pensées et intérêts bien compris. Dès juin 1950, l'*Act for International Development (AID) (Programme pour le Développement International)* pose les principes de la lutte internationale contre le sous-développement, selon des enjeux différents propres au contexte.

Alfred Sauvy inventa le terme de « tiers-monde » en 1952 pour désigner l'ensemble des pays qui échappaient aux deux blocs, capitaliste et socialiste alors face à face, expression qui permit de faire un lien entre une situation géopolitique et une situation de marginalité politique, économique et sociale (en référence bien sûr au Tiers-État de l'Ancien Régime). Mais l'expression est devenue désuète dans la mesure où elle englobait des réalités très diverses comme Alfred Sauvy même eut à le reconnaître. Entre les pays d'Afrique noire et l'émergence des dragons asiatiques, un gouffre se creusait durant toute la seconde moitié du XX^e siècle.

Charles Bettelheim récusait quant à lui le terme de sous-développement. On ne peut pas conclure, expliquait-il, que parce que le niveau de vie de la majorité des habitants était nettement inférieur à celui des mondes dits développés, les pays soient « en retard » : les pays dits sous-développés n'ont pas évolué dans le même sens ni de la même façon. Il s'agit avant tout de « pays exploités, dominés et à économie déformée » (1967). C'est en 1990 qu'est créé l'Indice de Développement Humain qui permet de proposer des critères sinon objectifs et indiscutables du moins quantifiables et non exclusivement économiques.

Quel que soit le terme choisi, le développement (et ses insuffisances) se mesure en termes économiques (PIB/habitants, degré d'industrialisation, des investissements et de la productivité, insertion dans les échanges mondiaux, seuil de pauvreté etc.), de conditions de vie (mortalité infantile, pourcentage d'alphabétisés, scolarisation...) et de travail (proportion de salariés, importance ou non de la mécanisation, présence ou non d'une législation sociale) mais il faut également observer les structures sociales (hiérarchies remises en cause ou non, domination des oligarchies, importance ou non des classes moyennes, corruption) et poli-

tiques (État de droit). L'IDH mesure, lui, le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance, et le niveau d'éducation des enfants de 15 ans et plus.

La notion de domination qu'évoque Bettelheim peut mieux réunir un ensemble de pays disparates qui, en 1918, ne sont pas tous sous l'emprise d'un Empire colonial. Le système colonial n'est en effet qu'une forme de domination qui prend d'autres aspects : la dépendance politique et économique d'un sous-continent (Amérique latine, chasse gardée des États-Unis), l'influence politique plus ou moins contrainte dans le cadre de la Guerre froide (on pense à l'Asie du Sud-Est), les liens forts, qualifiés parfois de néocoloniaux, entre les anciennes métropoles et leurs colonies, voire entre une puissance régionale et des pays dits ateliers (Japon et futurs « dragons »). Le processus d'indépendance des pays colonisés qui s'étend sur presque tout le XX^e siècle (indépendance des colonies portugaises en 1974) ne met donc pas fin aux formes de domination qui suggère des relations complexes, ambiguës et parfois tendues avec les pays du Nord.

La domination n'est pas le seul fait d'États. On pense par exemple à l'exploitation des ressources pétrolières par des compagnies occidentales privées, ou plus simplement au rôle des multinationales de l'agro-alimentaire comme lobby efficace empêchant toute forme d'évolution socio-politique ou institutionnelle des États d'Amérique centrale et méridionale. De même que l'indépendance ouvre une nouvelle ère semée d'embûches pour les pays émancipés. Outre le poids de l'enjeu politique extérieur, la difficulté de choisir parmi les voies de développement proposées et les multiples obstacles à la réalisation des objectifs accroissent l'instabilité politique et institutionnelle.

Il s'agit de savoir comment les pays étudiés ont pu s'émanciper des formes de domination. Quels ont été les facteurs qui ont accéléré ou retardé les processus ? En croisant différentes échelles – nationale, régionale et mondiale –, l'étude doit permettre d'identifier les ressorts et les enjeux de la lutte pour l'indépendance, les acteurs qui y ont participé. Le sujet soulève la question de la sortie ou pas, de la domination, les héritages qui en résultent et les nouvelles formes de dépendances – économiques, technologiques, culturels, militaires – qui ont pu surgir. L'indépendance n'est vraiment acquise que lorsque les États ont trouvé un développement économique et social qui les place à égalité avec tous les autres pays. Par ailleurs reste-t-il des formes de domination, dans les représentations et le rapport des pays en voie de développement, souvent anciennes colonies, à leur histoire, à la colonisation ou mise sous tutelle ?

Si au début du XXI^e siècle, parler de multipolarité devient un lieu commun et si les perspectives ouvertes par l'histoire globale permettent de décentrer le regard et de ne plus considérer désormais le développement des pays « tiers » à l'aune du seul critère occidental, jusque dans les années 90, l'objectif des pays en développement est d'atteindre un degré de modernisation, économique, politique, sociale, dont les critères certes varient d'un pays à l'autre, mais qui empruntent un certain nombre de ses modèles soit au système capitaliste, soit au système socialiste, soit encore à une troisième voie propre dont, à un moment donné, la Chine voire Cuba ont pu proposer des éléments attractifs.

Il s'agit alors d'étudier tout aussi bien ces objectifs de modernisation que les moyens d'y parvenir, les aides mais aussi les obstacles posés sur la route du développement, que ces aides et ces obstacles soient endogènes ou exogènes. Quel a été ainsi le rôle des États, des pays industrialisés, des organisations internationales dans ce processus de modernisation ? Se dessine alors un ensemble de pays très hétérogènes mais qui présentent des points communs : d'une part, la mise à distance, tout difficile soit-elle, des tutelles du monde dit développé (impériale, capitaliste, communiste) et une volonté d'échapper à la logique des blocs ; d'autre part, un volontarisme politique qui donne en général la part belle à l'État, à un pouvoir fort, autoritaire voire dictatorial et sans partage ; enfin, une transformation, au degré d'achèvement très variable, des sociétés peut-être à l'origine d'un nouvel équilibre démocratique qui se des-

sine à la toute fin de la guerre froide. Enfin, les pays en développement ont-ils constitué un groupe solidaire, uni par des problématiques et des intérêts communs ? Si des formes de solidarité et d'intégration régionale et internationale ont existé, les rivalités et les sources de divisions sont aussi apparues.

Le XX^e siècle offre pour les pays en développement un certain nombre de ruptures importantes qu'il convient de suivre pour retracer leur évolution heurtée. Le premier après-guerre remet en cause sans parvenir à les faire disparaître toutes les formes de domination impériale (qu'elles passent ou non par une occupation de type coloniale) ; la Seconde Guerre mondiale donne le signal du processus de décolonisation, sans que celle-ci mette fin aux formes de domination, en raison, entre autres, de l'emprise de la guerre froide naissante ; les années soixante voient la quasi-totalité des pays africains (hors Empire portugais) obtenir leur indépendance tandis que le milieu des années soixante-dix mettait fin en Asie à l'un des plus importants conflits de guerre froide impliquant des pays tiers. Se pose alors la question des modèles de développement, de l'instabilité institutionnelle et politique et de la mesure du processus de transformation économique et sociale quand prennent fin tout à la fois la guerre froide et l'apartheid.

PREMIÈRE PARTIE : ENTRE DOMINATION ET RÉVEIL DES NATIONALISMES : LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT EN QUÊTE DE LIBERTÉ/LIBERTÉS (1918-1945)

A) Des pays sous domination et clientélisés

1) Reprise en main des puissances impériales après la rupture introduite par Première Guerre mondiale

Au nom de l'effort de guerre, les populations demandent plus de droits (extension des droits politiques et de la citoyenneté, libertés publiques), dont témoignent le Congrès panafricain en février 1919 ou le mouvement des Jeunes Algériens et l'Emir Khaled, par exemple. En Amérique latine, la guerre assure aux États-Unis une hégémonie incontestée, aux dépens de l'Europe et notamment la Grande-Bretagne qui s'efface des échanges et des investissements de capitaux. Malgré une certaine prospérité et un début d'industrialisation (Brésil, Chili) pour pallier la fin des importations venues d'Europe, l'on assiste à une vulnérabilité des pays latino-américains dépendants d'un modèle de développement fondé sur leurs exportations.

Les effets de la Grande Guerre et la perte de prestige de l'Europe, l'écho du bolchevisme, surtout en Orient et Extrême-Orient où il existe une minorité de très grands propriétaires et de notables indigènes et une masse de petits paysans, et du wilsonisme relayé par la SDN, tribune pour les peuples colonisés, ont contribué à ébranler l'autorité coloniale. Aussi, au lendemain de la Guerre, les pays colonisés ou dominés assistent-ils au rétablissement des liens de dépendance : redistribution des tutelles (les colonies allemandes et turques sont confiées par la SDN sous forme de mandats aux puissances victorieuses), non sans provoquer de nouveaux problèmes (par exemple en Palestine, Déclaration Balfour). D'autres facteurs contribuent au renforcement des dominations : achèvement de la pacification de territoires échappant encore au contrôle colonial (ex : au Maroc, le Tafilalet), domestication de l'Asie centrale par le pouvoir bolchévique (révolte des Basmachis, 1916-1928) et renforcement des appareils coloniaux, (par exemple, dérive de l'administration indirecte vers une administration de plus en plus directe et pléthorique au Maroc, dénoncée par Lyautey).

Les quelques concessions faites sont jugées insuffisantes : octroi de la citoyenneté à quelques Algériens musulmans en 1919, *India Act* de 1919 ; certaines réformes sont prises sous l'égide de la SDN (convention du 28 juin 1930 : suppression du travail obligatoire) mais non appliquées. Faiblesse de la représentation et des processus électoraux : le principe de la représenta-

tion d'intérêts distincts et des collèges électoraux séparés, européens et indigènes, l'emporte toujours. Les quelques progrès apportés au lendemain de la Première Guerre mondiale comme l'apparition d'assemblées locales élues au suffrage universel (exemple, en Gold Coast) sont en fait en partie annulés par la pression et parfois violence de l'administration, les fraudes ou le poids des lobbys colons ou planteurs sur les gouverneurs. De plus, affaiblies par la guerre, les puissances coloniales ne peuvent concevoir de grands plans de développement, limités à quelques initiatives (port de Casablanca, enseignement technique au Maroc...) et le plan Sarraut de mise en valeur des colonies est abandonné faute de budget dans les années 20. Face aux manifestations et rébellions, les pouvoirs coloniaux ripostent par la répression : massacre d'Amritsar au Pendjab en avril 1919, qui provoque le premier grand mouvement de désobéissance civile lancé par Gandhi ; répression des chiïtes et des Kurdes d'Irak par les Anglais ; guerre du Rif en 1925, guerre des druzes en 1925-26...

2) Une dépendance sur le plan économique et les effets de la crise

– En Amérique latine, la politique de mise sous tutelle économique par les EU depuis le XIXe siècle s'est accrue. Leur permettant de trouver des débouchés, des matières premières et des placements avantageux pour leurs capitaux, cette domination s'appuie sur le « corollaire Roosevelt » à la « Doctrine Monroe », au nom de laquelle les EU revendiquent une responsabilité sur l'ensemble du continent, un droit de police, appuyé sur la flotte et les *Marines*. Cette domination, commerciale (60% des échanges chiliens s'effectuent avec les EU après la guerre contre 39% avant), financière par le biais de prêts aux gouvernements, en échange d'un droit de regard sur le budget et les douanes est aussi le fait des trusts qui investissent directement dans les industries extractives ou dans l'agriculture tel l'*United Fruit*.

À cela s'ajoute une influence politique : Cuba, indépendante, est toujours un protectorat de fait jusqu'en 1933. Pour défendre leurs intérêts, les EU font pression sur les gouvernements conservateurs « amis » et boycottent leurs adversaires. Au Mexique, qui connaît une révolution depuis 1910, ainsi qu'aux Caraïbes, ils interviennent régulièrement, à la faveur de troubles intérieurs sous prétexte de protéger leurs ressortissants et procèdent à des occupations militaires et mises sous tutelle des gouvernements. Au Nicaragua, ils contrôlent toute la vie politique, supervisant les élections présidentielles...

– Les puissances maintiennent leur emprise économique dans les pays en voie de développement non colonisés. En Chine, elles refusent d'abolir les traités inégaux au lendemain du conflit mondial tandis que l'influence japonaise se renforce en Mandchourie. Si par l'accord du 6 février 1922, les États s'engagent à respecter la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et administrative de l'État chinois, le principe de la porte ouverte est réaffirmé en matière commerciale. La souveraineté de la Chine est rognée dans les territoires à bail, concessions (Shanghai), voies ferrées et navigables, exploitées par les Européens et les Japonais. Au Proche-Orient (Iran, Arabie Saoudite, Irak après 1932), les puissances occidentales se disputent les concessions pétrolières par l'intermédiaire de grandes compagnies surtout britanniques (*Irak Petroleum Company*, *Anglo Persian Company*, *Royal Dutch-Shell* anglo-hollandaise) avec participations étrangères et américaines (*Standard Oil* en Arabie Saoudite).

– Les territoires coloniaux constituent toujours des réservoirs de matières premières, agricoles et minières, un débouché pour les produits industriels qui profitent de marchés protégés (loi de préférence impériale renforcée en 1928 dans le cas français par exemple) et pour les capitaux. D'où faiblesse de l'industrialisation sauf en Inde où l'industrie charbonnière et sidérurgique ainsi qu'une industrie textile voient le jour. Exploitation économique sous forme de grandes plantations ou de compagnies concessionnaires. Mais faiblesse des investissements à long terme : les grandes sociétés d'exploitation minière, agricole ou forestière recherchent

plutôt le profit immédiat et développent des productions nécessaires à la métropole. Quelques efforts consentis par les métropoles au développement agricole et industriel et à la construction d'équipements et d'infrastructures mais au prix du travail forcé reposant sur les populations (ex : construction du chemin fer Congo-Océan entre 1924 et 1934, dont les conditions de travail effroyables sont dénoncées par Gide, Albert Londres, le BIT etc..).

2) *Expansion de la domination et conquête à la faveur de la crise*

– La crise de 1929 frappe inégalement les économies des pays en voie de développement. La rétraction des échanges, la surproduction et l'effondrement des prix notamment de matières premières, l'effondrement du marché international des capitaux affectent certaines économies des pays du Sud : la crise agricole frappe les fazendas caféières de Sao Paulo – le café est jeté à la mer ou brûlé dans les locomotives. Certains pays d'Amérique latine se trouvent dans l'incapacité de payer leurs dettes, d'où déstabilisation politique et coups d'États. Dans les colonies, on assiste à un resserrement des échanges entre les métropoles et leurs colonies (Accords d'Ottawa en 1932, préférence impériale renforcée en France). Le retrait des capitaux en métropole prive les pays colonisés de possibilités d'investissement. Mais le faible recours au crédit explique que la crise n'a frappé qu'une frange limitée d'individus et d'entreprises. Les archaïsmes du système colonial ont plutôt protégé les colonies. L'Empire pèse en effet peu dans le commerce international. Son commerce effectué surtout avec la métropole est relativement protégé de la conjoncture internationale. Les maisons de commerce bénéficiaient d'une confortable marge de manœuvre compte tenu de leur taux de profit et de la marge de dividendes versées aux actionnaires. Elles se sont en quelque sorte serré la ceinture pour permettre aux sociétés coloniales de continuer à absorber les produits venant de la métropole. L'État est en outre intervenu pour alléger la fiscalité, faire baisser le coût des transports et augmenter à l'inverse les droits de douane sur les importations hors colonies (sur le café par ex.). Mais la politique de réduction des barrières douanières de la France vers ses colonies a un coût qui se répercute sur la fiscalité pesant notamment sur les paysans. Le résultat en est l'ampleur de la dépossession foncière et la vente des terres pour les paysans, qui ne peuvent payer l'impôt. Le phénomène touche aussi le prolétariat urbain car la pauvreté et le chômage dans les campagnes entraînent également un exode rural qui exerce à son tour une pression sur les salariés urbains et les conditions de vie empirent (bidonvilles dont le terme apparaît au Maroc et en Tunisie en 1931).

– Des pays en voie de développement jusque-là indépendants politiquement (Ethiopie, Chine) subissent la politique d'expansion et de conquête, consécutive à la crise et au choix de l'autarcie pour y faire face : mainmise de l'Italie fasciste sur l'Ethiopie ; expansion du militarisme nippon en Mandchourie dès 1931 puis dans le reste de la Chine.

B) Le réveil des nationalismes

L'Entre-deux-guerres assiste à la transformation de contestations, jusque-là dispersées et informelles, en une opposition structurée, accompagnée de revendications de plus en plus radicales, sous l'effet des mutations économiques, sociales, démographiques.

1) *Rejet des impérialismes et recherche de voie nationale d'émancipation (politique, économique, culturelle)*

– Réactions des populations latino-américaines : guérillas rurales au Nicaragua où Sandino mène de 1926 à 1933 une lutte patriotique et anti-américaine à l'aide d'une « Armée de défense de la souveraineté nationale ». A la 6^e conférence des États américains en 1928, dénonciation de l'impérialisme yankee, ce qui oblige Hoover à renoncer au corollaire Roosevelt et

Roosevelt à pratiquer une politique du bon voisinage après 1933 (non intervention au Venezuela en 1938, lors de la nationalisation du pétrole, par exemple). Les premières expériences populistes (Brésil avec Getulio Vargas dès 1930, Mexique avec Lazaro Cardenas entre 1934 et 1940) constituent une réponse non seulement à la crise sociale amplifiée par la crise économique mais aussi une réaction, de type national, à une modernisation dirigée du dehors et à l'emprise États-Unienne.

– En Chine, révolte contre les décisions de la conférence de la Paix dès 1919 (mouvement du 4 mai 1919 animé par l'élite intellectuelle puis la bourgeoisie d'affaires qui boycotte les produits japonais), contre les traités inégaux maintenus, contre l'influence japonaise en Mandchourie et la présence britannique (grèves à Hong-Kong en 1922, réactions xénophobes en 1926-27), qui s'accompagne des idées de progrès économique et de modernisme culturel, et de la volonté d'unification du pays. Nationalisme chinois porté par Sun Yat-Sen et le Guomindang avec l'appui de l'URSS dans un premier temps, puis après la fin du régime de concessions (sauf à Shanghai) et l'indépendance douanière, en 1928, avec les États occidentaux. Objectifs de Tchang Kai Chek : programme de rénovation et de discipline civique fondée sur les valeurs nationales, unification territoriale et indépendance économique. La lutte anti-impérialiste se double d'une lutte antiféodale teintée de socialisme et de marxisme menée par Mao. L'expérience maoïste se déploie à partir des bases rouges (Hunan et Jiangxi), de la République populaire chinoise proclamée en 1931 dans le Jiangxi (réforme agraire) avant la Longue marche et l'organisation d'une société communiste à base paysanne et agraire dans le Shenxi.

– Face à la domination de l'Occident, affirmation de références empruntées à la culture et à la religion autochtones et aux valeurs traditionnelles précoloniales : le panarabisme certes limité aux groupes d'intellectuels puise dans la Nahda, mouvement de renaissance religieuse et culturelle du monde arabe à la fin du XIX^e ; naissance du panafricanisme né sous l'influence de Marcus Garvey et de Du Bois pour assurer la solidarité intercontinentale noire et ses droits à l'émancipation ; promotion de la négritude sous la plume de Aimé Césaire et de Léopold Senghor.

2) *Des partis nationalistes de plus en plus actifs et organisés*

– Emergence d'une classe moyenne, passés par l'école coloniale (Ecole Faidherbe, Ecole William Ponty en AOF) ou ayant profité de la colonisation (employés, commerçants, interprètes, petits chefs d'entreprise), formée aux valeurs libérales qu'elle retourne contre le pouvoir colonial ; formation d'une élite intellectuelle venue étudier en Europe ou aux États-Unis (Lamine Gueye, Habib Bourguiba, Nkrumah) et naissance d'une diaspora étudiante, très active et souvent proche des partis de gauche, ligue des droits de l'Homme.

– Essor des partis nationalistes dont l'existence est parfois antérieure à la guerre, surtout en Asie (en Inde, le Congrès), en Tunisie (Jeunes tunisiens.). Certains d'entre eux deviennent des partis de masse comme le Congrès. De tendance réformiste (constitutionnel comme le Destour, 1919-1933) ; plus proche de la tradition comme la Fédération des oulémas en Algérie ; imité du Guomindang (ex : le VNQDD ou Parti national vietnamien en 1927), ou appartenant à la mouvance socialiste (Sarekat Islam Rouge en Indonésie, 1922) et communiste là où il existe une bourgeoisie indigène souvent alliée aux colonisateurs (Indochine – Parti communiste vietnamien créé en 1930). Parfois oppositions et rivalités entre partis et leaders nationalistes (ex : en Inde, entre Gandhi et Nehru soucieux de combiner libération nationale et libération sociale, qui ne partagent pas la même vision de l'Inde, ou entre le Congrès et la Ligue musulmane).

– Plusieurs stratégies sont déployées pour secouer le joug étranger dans l'Entre-deux-guerres : manifestations, révoltes, grèves (émeutes sanglantes à Tunis en avril 1938 ; révoltes arabes en Palestine contre la colonisation juive en 1936-1939) ; non coopération et non-violence comme en Inde où Gandhi lance des campagnes de désobéissance civile (refus des impôts, boycott des produits anglais, des écoles et justices coloniales, désertion militaire, marches comme la marche du Sel en 1930). Politique de front unique anti-impérialiste encouragée par le Komintern à partir de 1922, illustrée par l'alliance du Guomindang et du parti communiste contre l'impérialisme occidental.

– Des revendications de plus en plus radicales : les colonisés ont au départ des revendications modérées (amélioration de leur statut, suppression de l'Indigénat, obtention de la citoyenneté, plus de droits et libertés publiques, plus grande participation à la gestion des affaires et représentation indigène dans le cadre politique et administratif). Mais s'affirme un nationalisme désormais gagné à la cause de l'indépendance (le Wafd en Egypte ou le Néo-Destour de Bourguiba) et parfois teinté d'idées révolutionnaires, qui lie lutte nationale et refonte des structures économiques et sociales grâce à des réformes agraires (Ex : radicalisation du WASU dirigé par Nkrumah pendant la Seconde Guerre mondiale)

3) *Les nationalismes, entre répression et concessions*

– Les mouvements sont réprimés durement : dissolution des partis comme l'Etoile nord-africaine ; arrestations et condamnations à l'exil des leaders nationalistes (Gandhi et Nehru ; Soekarno ; Bourguiba en 1938...).

– Quelques concessions et une politique plus évolutive dans les colonies anglaises que dans l'Empire français : régime d'autonomie interne (en Birmanie) ou de quasi-dominion (en Rhodésie du Sud en 1923) ; indépendances octroyées bien que formelles et contrôlées (Transjordanie en 1936 - Irak en 1932, où la GB conserve ses privilèges pétroliers et militaires - Egypte entre 1922 et 1936, tout en subissant toujours l'occupation militaire de la GB par exemple aux abords du Canal de Suez et sa mainmise sur certains secteurs comme la sécurité des voies de communication...), ou promises (traités franco-libanais et franco-syriens de 1936 non ratifiés par le parlement français). Effort déployé pour accorder une plus grande représentativité indigène par le biais d'assemblées délibératives ou consultatives au niveau municipal, provincial et territorial. (Délégations financières de Madagascar en 1924). *L'India Act* en 1935 confère la responsabilité aux gouvernements provinciaux (responsables devant les assemblées élues par un électorat élargi), fait passer le corps électoral de 7 à 15 millions de personnes. Enfin quelques libertés sont accordées en matière de liberté de presse, de réunion et d'association, code du travail en Indochine, droit syndical (en 1918 en Inde et dans les années 1937-1938 en Afrique anglaise et française).

– Mais l'Inde se voit toujours refuser en 1935 le statut de dominion demandé ; les revendications modérées d'élargissement des droits et d'accès à la citoyenneté sont rejetées comme dans le cas du projet dit Blum-Viollette. Médiocrité de la scolarisation primaire (80% d'analphabètes en Algérie) et faiblesse de l'enseignement secondaire et supérieur, promotion sociale très lente des indigènes. Dans les Empires, c'est l'immobilisme politique qui l'emporte, sous l'effet des colons et des fonctionnaires locaux, ce qui conduit à l'isolement des élites modérées et à la radicalisation des nationalistes, à l'exemple de Messali Hadj.

C) Les pays en voie de développement à l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale : l'élan décisif sur la voie de l'émancipation

1) *Les pays en voie de développement : enjeux et théâtres de la guerre*

– Les pays en voie de développement sont pris dans la guerre :

*sous la pression américaine, les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes déclarent la guerre à l'Allemagne et au Japon au lendemain de Pearl Harbour. Lors de la conférence de Rio de Janeiro de janvier 1942, les États-Unis obtiennent la rupture des relations diplomatiques et commerciales des autres États avec les puissances de l'Axe. L'Argentine résiste d'autant plus que le coup d'État de 1943 amène au pouvoir une élite militaire favorable à l'Allemagne.

*les pays du Sud sont aussi les théâtres de la guerre et terrain des rivalités entre les États belligérants (entre alliés et allemands ou japonais), entre pays alliés (rivalités entre Français et Anglais au Levant ; entre Français et alliés anglo-américains en Afrique du Nord et Madagascar) et entre pouvoirs opposés (France libre et Vichy pour les colonies d'Afrique AOF, d'Afrique du Nord et du Levant).

*Les armées ennemies se font face : Afrikakorps et les Anglais en Egypte, où la bataille remportée par le général Montgomery contre Rommel à El-Alamein (oct-nov 1942) libère l'Egypte de la menace allemande mais oblige les Allemands à s'enfoncer dans le désert de Libye jusqu'en Tunisie qu'ils occupent après le débarquement anglo-américain au Maroc et en Algérie le 11 novembre 1942.

– Conquête et régime d'occupation en Asie du Sud-Est par les Japonais (Indochine dès septembre 1940, Hong-Kong, Malaisie et Singapour, Indes néerlandaises, Bornéo, Birmanie et Philippines). Politique d'occupation brutale, sous la houlette de la Kempeitai (police militaire); pillage des ressources. Partout s'installent la pénurie, l'inflation et la misère, famines à la fin de la guerre au Tonkin et en Indonésie. Politique qui détacha vite les populations de l'occupant et contribua à la lutte nationaliste.

– Les pays en voie de développement participent à l'effort de guerre (crédits, approvisionnements, bases stratégiques, soldats). L'Amérique latine fournit des hommes (Brésil, Mexique), des matières premières (Chili, Pérou, Venezuela) aux alliés. Les colonies mettent aussi leurs ressources agricoles et minières à la disposition des gouvernements alliés. Ex : renforts apportés par l'Empire aux Forces françaises libres ; l'Afrique fournit 350 000 combattants indigènes et les contingents maghrébins et subsahariens participent au débarquement en Sicile, en Italie et en Provence. Les Britanniques parviennent à enrôler 2,5 millions d'Indiens. Effort considérable demandé aux populations, sur lesquelles pèsent les réquisitions en main d'œuvre, en argent (augmentation d'impôts, emprunts forcés, nouvelles impositions), en ressources (plans de cultures obligatoires), en travail (aggravation des conditions de travail et du travail forcé).

2) *Affirmation des nationalismes à la faveur de la guerre*

– Les nationalismes subissent les effets des propagandes ennemies et alliées qui sapent les fondements des dominations coloniales. Les nouveaux occupants jouent la carte des nationalismes : propagande allemande contre les Anglais en Egypte et en Palestine ou contre les Français en Tunisie (libération de Bourguiba par les Allemands) ; propagande japonaise en Asie contre la race blanche. Les Japonais jouent la carte du nationalisme indonésien contre les Hollandais. L'indépendance est proclamée en Birmanie en août 1943, de même aux Philippines en 1943, en Indonésie en 1944 et en Indochine (le 9 mars 1945). Transfert de souveraineté dénué de tout contenu réel mais qui rendit plus difficile le rétablissement des dominations coloniales. Enfin, propagande ou tout au moins sympathie américaine en Afrique du

Nord à la cause nationaliste : entrevue d'Anfa entre Roosevelt et le Sultan le 22 janvier 1943, appui américain au sionisme (Conférence de Baltimore, mai 1942).

– Regain et maturité des nationalismes

*résistance nationaliste dressée contre les occupations nouvelles et notamment japonaise (ex. fondation du Vietminh au Tonkin en 1941 ; résistance communiste malaise qui réclame dès 1943 l'indépendance).

*les nouvelles contraintes et exigences imposées par la guerre contribuent à l'éveil des nationalismes, notamment africains qui s'expriment lors du 5^e congrès panafricain de Manchester en 1945 et font valoir des revendications d'égalité, de libertés fondamentales et le principe de self-government. Revendications en faveur de l'indépendance aux dépens de l'assimilation. En Inde, les nationalistes subordonnent la participation à la guerre contre le Japon à la résolution du *Quit India* (14 juillet 1942), par laquelle le Congrès exige l'indépendance totale et immédiate. En Algérie, Ferhat Abbas présente en février 1943 le Manifeste du peuple algérien, fruit d'un consensus des différents partis nationalistes et posant le principe d'un État algérien reconnu par la France et uni dans un cadre fédéral, une constitution algérienne, l'égalité de tous les habitants, la participation des algériens au gouvernement de leur pays etc.

3) *Prise de conscience des puissances coloniales*

– Des concessions faites en réponse aux revendications nationalistes et en contrepartie des efforts consentis pendant la guerre : c'est à ce titre que Ceylan obtient l'autonomie en 1941. A la suite du *Quit India*, conviction des Anglais que l'indépendance est inévitable. Dans l'Empire français : prise de conscience du Gouvernement provisoire qu'il faut procéder à une refonte du cadre colonial, ce à quoi répond la conférence de Brazzaville en janvier-février 1944 préconisant des principes plus démocratiques, une plus grande égalité des droits, de citoyenneté et de représentation, l'élection d'assemblées locales, et une représentation équitable dans la future assemblée constituante, même si le principe de collèges séparés est maintenu. Promesses aussi économiques et sociales qui portent l'empreinte de Félix Eboué, en faveur d'un développement planifié de la production, l'encouragement à l'industrialisation, la fin de l'indigénat et du travail forcé, ouverture de la fonction publique aux indigènes, la promotion de l'enseignement etc.

– En Algérie, l'ordonnance du 7 mars 1944 proclame une extension de la citoyenneté à 65-70000 algériens musulmans, le droit d'élire des assemblées locales, l'abolition de l'indigénat et la représentation des Algériens dans les assemblées locales portée aux 2/5^e. Cependant déception des nationalistes et montée des tensions notamment dans le Constantinois (manifestations et massacres à Sétif et Guelma les 1^{er} et 8 mai 1945)

– L'effondrement du Japon pose la question du devenir des zones occupées d'autant plus que Ho Chi Minh proclame le 2 septembre 1945 la République démocratique du Vietnam à Hanoi, Soekarno et Hatta, celle de l'Indonésie le 17 août 1945.

Les deux guerres mondiales et les crises de l'entre-deux-guerres ont montré la fragilité des édifices impériaux et ont accéléré les revendications des pays en voie de développement. Nouveaux rapports de force qui ouvrent la voie à l'émancipation.

DEUXIÈME PARTIE : LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT, À LA CONQUÊTE DE LEUR INDÉPENDANCE (1945-1960)

A/ Les espoirs déçus de l'émancipation

1) *Un contexte international favorable*

– Des garanties données pendant et au lendemain de la guerre dans le cadre des chartes de l'Atlantique (droit des peuples à choisir leur gouvernement) et de San Francisco (art. 1 : l'égalité de droit des peuples et leur droit à disposer d'eux-mêmes) et la création de l'ONU qui fait du développement et du bien-être des populations un des fondements de la paix. En ce qui concerne les colonies, l'ONU doit veiller au développement de leur capacité à s'administrer elles-mêmes et à leurs aspirations politiques. L'émancipation des colonies n'est envisagée que de manière graduelle. Conformément à ces dispositions, indépendance le 14 mars 1946 du Liban et de la Syrie, de l'Ethiopie, de la Libye, de la Somalie. Le rôle de l'Onu est somme toute modeste dans les premières décolonisations : plan de partage de la Palestine en 1947, décolonisation de l'Indonésie et des anciennes colonies italiennes. Mais très vite, elle offre des possibilités de contestation.

– La charte de la ligue arabe signée le 22 mars 1945 au Caire par Egypte, Irak, Syrie, Liban, Transjordanie, Arabie Saoudite, Yémen et Palestiniens, se prononce en faveur de l'unité de la nation arabe et l'indépendance des pays encore colonisés. La ligue arabe s'oppose au plan de partage de la Palestine et à Israël. Mais davantage préoccupée par la question israélo-palestinienne, la Ligue a accordé un soutien modeste dans l'indépendance des deux protectorats, de la Libye et l'Algérie.

– Affaiblissement des métropoles européennes qui ne peuvent plus assurer leur statut de puissance impériale tandis que certains mouvements nationalistes ont acquis une légitimité à la faveur de la lutte contre les puissances de l'axe (ex : le Vietminh). En Grande-Bretagne, rôle joué par les Travailleurs, conscients qu'ils ne peuvent à la fois reconstruire le pays, jeter les bases de l'État-Providence et pratiquer une politique de force dans l'empire, d'où les premières indépendances octroyées (Inde, Ceylan, Birmanie). Evolution progressive des opinions publiques en métropole, reconnaissantes aux efforts consentis pendant la guerre.

– Les deux grandes puissances qui s'affirment, les EU et l'URSS, sont opposées à la colonisation. Mais anticolonialisme vite tempéré du côté des Américains par le contexte de la guerre froide et la crainte d'un affaiblissement trop rapide des puissances coloniales et le risque de voir se former des gouvernements communistes ou prosoviétiques. Dès que la menace communiste est écartée comme en Indonésie ou en Afrique du Nord, l'anticolonialisme américain reprend le dessus. L'URSS et les démocraties populaires comptent parmi les premières à reconnaître les mouvements de libération nationale, le GPRA et à fournir des armes, à former des cadres militaires et des étudiants issus des pays en voie de décolonisation. Enfin, triomphe de la Chine communiste qui devient un allié des peuples colonisés, fournissant après 1950 armes, nourriture, médicaments au Vietminh, au FLN...

– La première phase des indépendances (mandats au Proche-Orient, Libye) ouvre la voie à d'autres émancipations (Inde en 1947, Birmanie en 1948), parfois retardées par le contexte (Malaisie où la composition multinationale et la Guerre froide compliquent l'accession à l'indépendance). Même si chaque décolonisation a sa chronologie propre, effet cumulatif. L'indépendance du Ghana en 1957 déclenche la première phase des indépendances en Afrique (17 pays concernés en 1960).

2) *Impossible retour au statu quo : entre refonte de liens de domination et immobilisme*

– Dans les anciennes colonies anglaises, concessions vers l'indépendance sous forme d'un gradualisme maîtrisé (Ceylan, Birmanie), avec des garanties (indépendance promise à la Birmanie à condition que Aung San écrase les communistes birmans, Accords du 27 janvier 1947).

– Refus des Français et Hollandais de reconnaître les indépendances de leurs colonies d'Asie du Sud-Est auxquelles ils opposent une guerre de reconquête coloniale. Non soutenue dans le cas de l'Indonésie ; en revanche, les Français reprennent pied en Indochine avec l'aide de la Grande-Bretagne, mais affrontent en Cochinchine la guérilla vietminh. Le 6 mars 1946, Ho Chi Minh et Jean Sainteny signent un accord par lequel le Vietnam devient un État libre, membre de la fédération indochinoise et de l'Union française. Mais l'accord du 6 mars est interprété différemment.

– Des réformes au compte-goutte à côté de réflexes répressifs (répressions, arrestations des militants, interdictions des partis nationalistes, presse saisie) :

*dans l'empire français : réformes prises par l'Assemblée constituante (suppression de l'indigénat en Algérie, autorisation des syndicats, adoption d'un code du travail ; la loi Césaire (19 mars 1946) accordant le statut de département d'outre-mer à la Martinique, Guadeloupe, Guyane, et Réunion ; loi Lamine Guèye (7 mai 46) conférant la citoyenneté française à tous les ressortissants d'outre-mer ; loi du 11 avril 1946 interdisant toute forme de travail forcé et création d'un Fonds d'investissement et de développement économique et social, le FIDES).

En 1946 est adoptée l'Union française qui établit un système d'association des peuples reposant sur l'égalité, une union librement consentie et une communauté d'intérêts. Mais l'Assemblée de l'Union française, composée pour moitié de représentants de la France métropolitaine et pour l'autre de représentants élus par les DOM et TOM, et l'Algérie ou nommés par les États associés n'a qu'un rôle consultatif. Les colonies sont dotées d'assemblées provinciales, mais le droit de vote n'est pas universel avant 1956 et s'exerce toujours dans le cadre du double collège. L'UF permet notamment l'essor du système représentatif, l'éveil d'une vie politique locale notamment en Afrique subsaharienne (apparition de partis, réformistes comme le parti démocratique de la Côte d'Ivoire de Félix Houphouët Boigny ou plus révolutionnaire comme le Rassemblement démocratique africain RDA créé en 1946) et l'apprentissage des règles de la vie démocratique et constitue une dynamique d'émancipation en AOF et AEF (revendication de l'égalité des droits et de l'indépendance dans le cadre de l'Union française).

– En Algérie, adoption du statut du 20 septembre 1947 qui pérennise l'ordonnance du 17 août 45, instaure une assemblée algérienne de 120 membres, élue par un double collège électoral et où siègent autant de représentants des Français d'Algérie que des Musulmans huit fois plus nombreux, aux droits inégaux. Le même système s'applique à l'élection des 30 députés d'Algérie à l'Assemblée nationale. Mais le truquage électoral des élections dès 1948 vide de toute représentativité les élus du second collège, ce qui décourage les modérés comme Ferhat Abbas.

En Tunisie : quelques réformes libérales (accès à la fonction publique aux tunisiens et acheminement vers l'autonomie interne). Mais déclaration du 15 décembre 1951 dans laquelle le concept de co-souveraineté, en violation de la lettre du protectorat, est réaffirmé, ce qui provoque tensions et violence, répression (Bourguiba arrêté le 18 janvier 1952).

– Immobilisme des politiques coloniales ailleurs, notamment dans les colonies portugaises : les *assimilados* représentent 1% de la population noire en 1955 ; l'indigénat et travail forcé perdurent jusqu'en 1961.

– Réformes jugées de toutes les façons insuffisantes, ce qui contribue à la montée des contestations et à la radicalisation des mouvements nationalistes d'autant que les gouvernements coloniaux réagissent par la fermeté et la répression. Ex : répression à Madagascar de l'insurrection du 30 mars 1947, lancée par le Mouvement démocratique de rénovation malgache (MDRM), victorieux aux élections de janvier 1947 et favorable à l'indépendance immédiate.

3) *Des politiques de développement et de modernisation économique et sociale*

– Politique de développement économique, volontariste et autoritaire des régimes populistes d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur) dont l'objectif est de conquérir leur indépendance économique par rapport aux États-Unis, tout en modernisant les structures sociales et en améliorant les conditions de vie des masses pauvres. Ces régimes se caractérisent par une forte intervention de l'État, un important secteur nationalisé (nationalisation des infrastructures par Péron en Argentine 1946-47), une politique protectionniste, une politique sociale et la volonté de faire émerger une classe moyenne (par un grand nombre de fonctionnaires ou des réformes agraires), le tout étant mêlé à l'affirmation forte de l'identité nationale, sous l'égide d'un parti politique dominant (parti justicialiste en Argentine, parti révolutionnaire institutionnel au Mexique). Echo des idées de Prebisch, économiste argentin, qui préconise l'industrialisation de l'Amérique latine par substitution des importations, pour réduire la dépendance à l'égard des pays industrialisés. Un ex. : le président Juan José Arévalo mène au Guatemala une politique de modernisation économique et sociale (lutte contre l'analphabétisme, contre la domination de l'oligarchie terrienne conservatrice) et dote le pays d'une nouvelle constitution en 1945 inspirée du Mexique et d'un code du travail (droit de grève et de syndicalisation, salaire minimum, journée de 8h de travail). Son successeur élu en 1951, Arbenz poursuit ce programme et se lance dans des réformes agraires en 1952, menaçant les intérêts de la compagnie américaine, *United Fruit Company*. Aussi est-il renversé en 1954 par un coup d'État soutenu par la CIA.

Nombre des réformes inquiètent les oligarchies et menacent les intérêts des États-Unis qui soutiennent les coups d'État (Argentine en 1955, Colombie en 1953, Guatemala en 1954, Pérou en 1948, Venezuela en 1948) et les dictatures qui en découlent. Les États-Unis encouragent les nouveaux régimes à lutter contre les communistes (partis, syndicats). La période réformiste s'achève.

– Dans le monde arabe, c'est le baasisme et le nassérisme qui projettent un modèle de développement mêlant socialisme et nationalisme panarabe et visant à se débarrasser des derniers vestiges de l'impérialisme occidental. Si le Baas ne parvient à prendre le pouvoir en Syrie et en Irak que dans les années 60, en revanche, la révolution est opérée dès 1952 en Egypte à l'issue du renversement de la monarchie par Nasser qui entend sortir le peuple de la pauvreté, soutenir les nationalistes maghrébins et réaliser l'unité de la nation arabe. Il procède à la nationalisation du canal de Suez, à la construction du grand barrage d'Assouan et à des réformes sociales et agraires.

– Politique volontariste dans le domaine économique et sociale menée par les métropoles dans les colonies. La France investit par exemple 762 milliards de francs en dix ans, ce qui dynamise les économies : de 1948 à 1955, l'AOF connaît un taux de croissance de 10% par an ; les

productions augmentent (3% par an pour l'arachide ; 13% pour le café ; 15,8% pour les bananes) ; le salaire ouvrier est multiplié par 2,5 à Dakar, 4 à Abidjan en 10 ans. Les exportations de l'AOF progressent de 7% par an et en 1954, l'AOF importe 4,5 fois plus d'automobiles qu'à la fin des années 1940. Mais les besoins sont immenses et l'État-providence reste limité à une petite minorité de colonisés travaillant dans les services publics ou dans quelques entreprises, ce qui nourrit des frustrations. On assiste d'autre part à un progrès de la scolarisation dans les années 50 : le nombre de scolarisés passe de 185 000 à 456 000 entre 1947 et 1957 en Gold Coast et dépasse le million au Nigéria. Progression rapide de l'enseignement au Congo belge.

– En Chine : modèle de développement, planifié, volontariste et fondé sur la mobilisation des foules misant sur l'enthousiasme des travailleurs et la multiplication de petits centres industriels ruraux.

B) Le triomphe des nationalismes : les pays en voie de développement à la reconquête des souverainetés

1) Des modalités et processus variés d'accès à l'indépendance

– On a tendance à opposer de façon schématique décolonisation anglaise, négociée et pacifique, celle conflictuelle des Français et celle non préparée et improvisée des Belges. Les pays en voie de développement ont conquis leur indépendance au prix de processus variés :

*courts/longs ou retardés par la guerre froide (Malaisie), par un contexte social tendu, propre au pays colonisé (ex : l'indépendance du Kenya est plus longue (1963) en raison de l'importante colonisation foncière et la contestations sociale avec la révolte des Mau-Mau entre 1952 et 1960, parallèlement à la lutte de la *Kenya African National Union* (KANU) de Kenyatta. Processus retardé en raison de la présence d'un fort peuplement européen (Algérie) ou multiethnique (Colonies anglaises d'Afrique centrale et orientale, Kenya), qui fait craindre les confrontations ethniques et raciales

*achevés/inachevés en raison des intérêts préservés des anciens métropoles

*pacifiques/violents et meurtrières /révolutionnaires. Les guerres de libération nationale ont pu s'apparenter à des guerres révolutionnaires ou subversives car conformes au modèle chinois, léniniste, recourant à la guérilla au Vietnam, en Algérie, en Angola...

*improvisés/négociés au terme d'une évolution institutionnelle dont l'indépendance est l'ultime étape (Communauté française ; constitutions britanniques), ne serait-ce que pour obtenir des garanties (pour les minorités, les colons par exemple) ou pour écarter du futur pouvoir indépendant les forces politiques hostiles et favoriser l'avènement de gouvernements favorables aux intérêts des anciennes métropoles.

– Indépendances suivies de flambées de violence (Inde, Palestine, Congo, Nigéria ...), de projets révolutionnaires (partage des terres, confiscation des propriétés des bourgeoisies et des traites), promus par des partis marxistes (ex. : Mouvement pour la libération de l'Angola fondé en 1956 (MPLA) d'Agostinho Neto)

– Echelle variée des projets d'indépendance dans le cadre d'États-Nations, ou de plus vastes ensembles pour promouvoir une communauté fondée sur la même appartenance culturelle, linguistique, religieuse, ethnique : panarabisme (porté par le nassérisme, le baasisme); panafricanisme (promotion culturelle de la négritude ou expression plus nettement politique chez Nkrumah). Tentatives politiques qui aboutissent à des échecs comme la Fédération du Mali née de la fusion du Soudan et du Sénégal ou la République arabe unie.

– Pragmatisme des Anglais qui procèdent de façon graduelle, souple et évolutive, au cas par cas, par adoption et révision de constitutions, dont l'étape finale est l'indépendance à condition de respecter 3 exigences fondamentales : la répudiation du marxisme et absence de menace communiste ; le respect de la diversité ethnique et religieuse dans un système représentatif à caractère plus ou moins fédéral et l'appartenance du futur État au Commonwealth. Par exemple, le Nigéria se voit octroyer plusieurs constitutions en 1951, 1954 et 1957 avant d'obtenir l'autonomie interne puis après élections au suffrage universel en 1959, l'indépendance en 1960 sous forme d'une fédération de type parlementaire. En Inde, les Anglais doivent se résoudre à la partition soutenue par la ligue musulmane. Les 14 et 15 août 1947, naissance de deux États : Union indienne dirigée par Nehru et le Pakistan dirigé par Ali Jinnah. La partition donne lieu à violences de masse et exode : 500 000 morts et 17 millions de personnes déplacées en 1947. Le tracé des frontières est contesté (entre musulmans et sikhs au Pendjab), au cachemire (3/4 de Musulmans) qui devient un théâtre récurrent de guerre entre les 2 États, dès 1947.

– Dans le cas français, les pays colonisés ont suivi plusieurs voies, qui n'excluent pas la violence quelle que soit la forme qu'emprunte le processus de décolonisation : guerre de libération (Indochine, Algérie) ; voie négociée (les Protectorats d'Afrique du nord) ; voie progressive dans le cadre de l'Union française, puis de la loi cadre Defferre et enfin la Communauté où le droit à l'indépendance est reconnu, tout comme l'autonomie intérieure, mais contrôle de la politique étrangère et militaire par la France. A part la Guinée de Sékou Touré (octobre 1958), tous les États africains acceptent d'entrer dans la communauté, avant de demander leur indépendance en 1960.

– Indépendance improvisée et non préparée, dénuée de période transitoire, qui pâtit aussi de l'absence de maturité des partis politiques. Sitôt indépendant, le Congo belge sombre dans la guerre civile dès le 5 juillet 1960, accompagnée de la sécession des états miniers (Katanga et Sud Kasai), de la fragmentation du pouvoir politique en groupes rivaux, de l'intervention de 20 000 casques bleus. Le bilan est lourd : un million de Congolais tués entre 1960 et 1965 et dictature de Mobutu, chef d'État-major de l'armée congolaise, pendant 30 ans.

2) *La force des nationalismes économiques*

– Les dirigeants des États en voie de développement veulent se débarrasser des héritages de l'impérialisme et s'engagent dans une politique de nationalisations, de réformes agraires. Sukarno parachève l'indépendance, en procédant à l'indonésisation et la nationalisation des secteurs économiques (grandes plantations, banques, pétrole) tout en mettant fin à la coopération militaire. Nasser nationalise le canal de Suez (26 juillet 1956) afin de s'assurer les revenus nécessaires à la construction du barrage d'Assouan et de libérer l'Égypte des derniers signes d'impérialisme occidental. Il procède aussi à la nationalisation des grandes entreprises aux mains d'étrangers et à une réforme agraire.

– Développement d'un nationalisme pétrolier, notamment en Amérique latine (nationalisation du pétrole au Venezuela) et surtout des pays du Moyen-Orient : à partir de 1950, les pays pétroliers tentent d'établir leur souveraineté sur leur pétrole, exploité par les grandes compagnies américaines et britanniques (nationalisations ou restitution forcée à l'État producteur du contrôle de la production, par ex.). Afin de maîtriser la production et les prix qui avaient connu une forte baisse dans les années 50-60, les pays pétroliers créent l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), en 1959 lors de la conférence du Caire.

– Nationalisme économique qui s’empare des États d’Amérique latine contre la domination américaine et qui connaît une forme radicale avec la révolution castriste. La rébellion de Castro contre Batista (prise du pouvoir en janvier 59) se fait au nom de l’indépendance totale par rapport aux États-Unis et de réformes sociales. Réforme agraire et nationalisation des entreprises, y compris des firmes américaines contribuent à la détérioration des liens avec les États-Unis, et l’embargo décrété sur Cuba dès octobre 60 menace d’asphyxier l’économie cubaine et précipite le rapprochement avec l’URSS.

C) L’irruption des pays en voie de développement sur la scène internationale

1) *Des fronts et des théâtres de la guerre froide*

– Après les revers en Europe (crise de Berlin, juin 1948-mai 1949), Staline déploie une stratégie plus périphérique à l’égard des Occidentaux, dont l’Asie est le principal théâtre, surtout après la victoire de la Chine communiste. Déclaration de Truman le 27 juin 1950 érige la Corée du sud, Taiwan et l’Indochine comme les trois pôles de l’endiguement du communisme en Asie. Aussi la guerre froide va-t-elle s’immiscer dans la décolonisation, accélérant ou retardant l’accès à l’émancipation politique lorsque la menace de la subversion communiste et la pénétration soviétique se font sentir et compliquer le processus, en créant des divisions dans les mouvements de libération et en provoquant dans les pays colonisés une grande violence. C’est la décolonisation de l’Asie qui est la plus marquée par l’empreinte de la guerre froide dans les années 50 (conflit coréen, rôle des guérillas communistes en Birmanie, en Malaisie). En Indochine. Par exemple, Les États-Unis qui avaient soutenu au début les anticolonialistes vietnamiens, optent pour un soutien graduel à la France et en décembre 1949 lorsque les troupes chinoises arrivent aux portes du Vietnam, ils fournissent une aide financière aux Français au point de couvrir au moins 75% du coût de la guerre en 1954. En 1950, la République démocratique du Vietnam et les États associés d’Indochine (Annam, Laos et Cambodge) sont reconnus par les blocs opposés.

– La guerre froide polarise les pays en voie de développement (même si certains, comme Inde, Indonésie, tentent de s’affranchir d’une logique bipolaire), ce qui se traduit par le choix des régimes politiques (pays modérés et réformistes, pro-occidentaux d’une part et pays progressistes et révolutionnaires, d’autre part) et le choix des alliances : dans le camp occidental, alliances défensives (Pacte de Rio signé en 1947 et conforté par la création de l’OEA en 1948 ; Pacte de Manille instituant l’OTASE en 1954; Pacte de Bagdad en 1955) et des alliances privilégiées avec l’URSS et ses satellites assorties d’une assistance technique, investissements et livraisons d’armes etc. (cf. Égypte nassérienne)

2) *Les pays en voie de développement : solidarité et voix indépendante pour défendre leurs intérêts*

– Prise de conscience des intérêts divergents du Sud par rapport au Nord et d’une solidarité fondée sur des problématiques nouvelles au sein de la communauté internationale.

– Les pays en voie de développement se font entendre à l’Onu dont ils s’approprient les institutions. La décolonisation devient de plus en plus une affaire de solidarités entre colonisés (l’Afrique portugaise et les bastions blancs de Rhodésie, et l’Afrique du sud) et prend appui sur d’autres thématiques : apartheid, nouvel ordre économique mondial. Le 14 décembre 1960, le groupe afro-asiatique de 46 membres –soutenu par pays de l’Est- fait voter la déclaration générale de l’ONU sur « l’octroi de l’indépendance aux peuples et pays coloniaux » (résolution 1514/15 de l’assemblée générale) et contribue au durcissement de l’Onu à l’égard de la décolonisation. Au fur et à mesure des indépendances, les pays en voie de développement

dominent les débats de l'assemblée générale, le vote de ses résolutions et créent de nouvelles structures attentives à leurs problèmes (ex : la CNUCED, le PNUD – programme des Nations unies pour le développement – et l'ONUDI, organisation des Nations unies pour le développement industriel).

– Les pays en voie de développement veulent aussi fonder une stratégie internationale originale qui s'appuie sur le groupe afro-asiatique dans les années 50 et qui exprimerait leur solidarité et leur communauté d'intérêts. Ils veulent mener un front commun contre l'impérialisme tout en concourant à la paix mondiale par la répudiation de la logique des blocs. Volonté d'imposer un nouvel ordre mondial plus égalitaire entre le Nord et le Sud et de nouvelles règles du jeu, tout en mobilisant l'opinion internationale. La Conférence de Bandung (18-24 avril 1955) et le mouvement des non-alignés illustrent ces ambitions et la tentative de former une 3^e voix indépendante des rapports de force. Mais percent dès les années 50 les difficultés de la solidarité afro-asiatique. Echec de la conférence d'Alger en 1965 (tensions entre la Chine et l'Inde / entre l'URSS et la Chine). Solidarité qui est élargie à l'Amérique latine après la victoire de Castro. La crise de Suez de 1956 donne l'occasion aux pays en voie de développement de s'affirmer en tant que force politique capable d'un jeu autonome face aux grands : elle contribue au recul des puissances coloniales et ouvre la voie à un tiers-mondisme actif, à l'origine du non-alignement. Toutefois le non-alignement est éclipsé par un anti-impérialisme aux accents révolutionnaires porté notamment par Franz Fanon, Mehdi Ben Barka dans l'idée de préparer une révolution mondiale contre le Nord impérialiste. Les foyers de cette révolution anti-impérialiste (Accra, capitale de l'anticolonialisme et panafricanisme ; la Guinée de Sékou Touré, le Congo de Lumumba) s'étendent à l'Amérique latine autour du Che et de Fidel Castro.

3) *Intégration et premières organisations régionales indépendantes*

Que ce soit par la Ligue arabe créée en 1945, l'ALALE (Association Latino-Américaine de libre échange devenue ALADI) créée en 1960 pour être le pendant à l'OEA contrôlée par les États-Unis, ou l'OUA, fondée en 1963, les Pays en voie de développement choisissent l'intégration régionale pour défendre leurs intérêts, non sans divergences toutefois. La conférence d'Accra en 1958 qui donne naissance à l'OUA voit s'opposer les visées panafricanistes (Nkrumah) et les autres (Nigéria, Egypte). D'une part, le groupe de Monrovia (formé en août 59) plus modéré est favorable à la création d'une future organisation placée sous le signe de la coopération et fondée sur l'égalité entre les États (sorte d'Afrique des États), le respect des souverainetés et de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence et de la coopération économique. D'autre part, le groupe de Casablanca (janvier 1961) réunit les États les plus révolutionnaires (la RAU, Le Ghana, le Mali et le GPRA) et prévoit dans sa charte de 1961 une intégration politique, économique et militaire plus poussée. Finalement, l'OUA consacre la victoire des conceptions du groupe de Monrovia et ses principes.

TROISIÈME PARTIE : UN DÉVELOPPEMENT ENTRAVÉ PAR LE CONTEXTE D'INSTABILITÉ INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE.

Malgré les indépendances, les formes de domination ne disparaissent pas pour autant. Plus peut-être que l'héritage colonial, le contexte international de guerre froide a d'immenses répercussions (persistance de conflits civils, instabilité politique et divergences d'approche dans les politiques de développement choisies). Régimes autoritaires, rôle hégémonique de l'État et fiertés nationalistes caractérisent les différents pays d'Afrique et d'Amérique latine et

même les futurs « dragons » d'Asie du Sud-Est, du moins les deux premiers éléments. Les réussites inégales de la modernisation économique et sociale en sont la conséquence.

A) Les pays en voie de développement au cœur de la guerre froide

La révolution castriste étend la guerre froide au sous-continent latino-américain. Le conflit Est-Ouest explique l'engrenage et la fuite en avant des Nord-Américains en Asie du Sud-Est. Il s'étend également à l'Afrique sub-saharienne (Angola, Ethiopie). Cependant, il ne faut pas voir dans les pays en voie de développement des acteurs passifs de la guerre froide. Les modèles chinois et cubain ont pu à des degrés divers représenter une troisième voie révolutionnaire dont l'influence s'étend aux pays occidentaux.

1) *De la crise des missiles à l'embrasement de l'Amérique centrale*

– À partir de mars 1960, persuadé que les EU préparent son renversement, Castro se rapproche de Moscou. Favorablement impressionné par la révolution cubaine, Khrouchtchev est prêt à soutenir les mouvements de libération nationale (discours du 6 janvier 1961) : l'expansion communiste passait désormais par le Tiers-monde. Le 17 avril 1961, désastre du débarquement de la baie des cochons. La décision de Khrouchtchev d'installer des missiles à Cuba répondait au désir de sécuriser le régime et de rééquilibrer en faveur de l'URSS le potentiel stratégique (missiles Jupiter en Turquie). Le 14 octobre, les photos prises par un U2 révèlent l'installation de rampes de missiles. La suite est connue (Kennedy opte pour le blocus, que l'on appellerait « quarantaine »).

– La peur d'un nouveau Cuba explique l'intervention musclée des EU (23 000 hommes) sans consulter ni l'OEA, ni l'ONU, dans la guerre civile qui ensanglante Saint-Domingue (1965). En janvier 1966, à l'initiative de Cuba, 430 délégués venus d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine se réunissent dans une conférence baptisée « tricontinentale ». Après avoir dénoncé l'impérialisme nord-américain, la Tricontinentale proclame « le droit des peuples à opposer à la violence impérialiste la violence révolutionnaire comme seule manière de protéger en certaines circonstances la souveraineté et l'indépendance nationales ». Se développe alors la théorie des foyers – soutenue par Che Guevara –, l'idée d'un développement de foyers révolutionnaires partout en Amérique latine contre l'impérialisme nord-américain, une théorie qui méconnaît à la fois les spécificités nationales des différents pays d'Amérique latine et l'hétérogénéité ethnique et sociale au sein de ces pays (Indiens). Le mythe du Che contribue à diffuser, en Occident du moins, la foi révolutionnaire hostile aux EU : le mythe est celui d'un 3^e communisme qui repose sur la mobilité des guérilleros des montagnes (Sierra), celle des opprimés anti-impérialistes, loin des prolétaires ou paysans embrigadés (URSS ou Chine maoïste). Le modèle est celui du Viêt-Nam. Le mythe ne résiste pas à la froide réalité d'une contre-guérilla d'autant mieux organisée que la paysannerie est passive. Les chefs guérilleros tombent les uns après les autres, et le Che lui-même est tué le 8 octobre 1967 en Bolivie.

– Le processus démocratique est à l'œuvre au Chili où le socialiste Allende, à la tête de l'Union populaire (où figure le Parti communiste), est élu président de la République le 4 septembre 1970. Marxiste, il entend nationaliser les oligopoles – par exemple, les mines de cuivre –, dont certains sont liés aux intérêts des multinationales nord-américaines. Les deux premières années voient le consensus s'affermir aux élections municipales puis présidentielles de 1973. Mais les opposants sont nombreux (propriétaires des latifundia, camionneurs) et les États-Unis font tout pour déstabiliser Allende. La pression des multinationales nord-américaines s'ajoute à la conviction de l'exécutif des EU que la contagion communiste peut gagner l'ensemble de l'Amérique latine. Le général Pinochet, nommé par Allende lui-même,

prend la tête du putsch le 11 septembre 1973 et renverse un gouvernement légal, établissant une dictature sanguinaire (2 000 exécutions lors du seul coup d'État, de très nombreuses disparitions). La responsabilité de la CIA est clairement engagée. Le signal est clair : un gouvernement même légal, composé de socialistes avec le soutien de communistes est impossible dans la zone d'influence nord-américaine.

2) *L'affrontement Est-Ouest s'invite au Proche-Orient et se durcit en Asie du Sud-Est*

– Si les EU et l'URSS ne veulent au départ intervenir lors de la guerre des Six Jours, la victoire israélienne entraîne la décision soviétique de s'investir davantage dans la région (Égypte et Syrie), d'où l'ultimatum lancé à Israël après sa contre-attaque réussie lors de la guerre du Kippour. Le choix de Sadate de se rapprocher des EU entraîne l'isolement de l'URSS dans la région, dont l'influence se limite à la seule Syrie désormais (l'Irak penchant vers la France et l'Iran restant, jusqu'en 1979, proche des États-Unis).

– Depuis janvier 1961, le Vietnam nord tente de préparer une insurrection armée au Sud, d'où la décision de Kennedy de soutenir une contre-guérilla puis le 14 décembre 1961 d'envoyer des conseillers militaires dans le Sud, de plus en plus nombreux (9 000 en 1962). Johnson fait voter par le Congrès l'engagement américain, à l'origine duquel il y a la peur de la théorie des dominos (Indonésie, Malaisie) et du soutien de la Chine. En juillet 1965, engagement américain au Vietnam sud et bombardement des positions nord. L'offensive du Thêt en février 1968 se solde par un échec mais sa portée médiatique et la révélation des exactions américaines sont très négatives pour l'opinion publique. L'enlèvement a des conséquences désastreuses dans la région outre le discrédit qui frappe les Américains. Le conflit embrase la région puisque le Laos et le Cambodge sont entraînés. Nixon se décide à des négociations et à une vietnamisation du conflit. Un accord a lieu le 27 janvier 1973 : les EU acceptent le retrait total des troupes et le maintien de celles du Vietnam nord sur leurs positions.

3) *La guerre froide facteur de guerres civiles en Amérique latine et en Afrique*

Trois pays d'Amérique centrale vivent une décennie de guerres civiles meurtrières (Nicaragua, Salvador, Guatemala). Ex du Nicaragua : les sandinistes (FSLN) obtiennent la chute du dictateur Somoza, qui s'est aliéné une grande partie de l'opinion publique et les intérêts privés en s'accaparant les aides accordées à la reconstruction du pays après le tremblement de terre de 1972. Dirigés par Daniel Ortega qui prend le pouvoir en 1979, ils imposent un programme économique, social et surtout diplomatique de gauche (nationalisations limitées au secteur bancaire et au commerce extérieur ; réforme agraire et surtout non-alignement), tout en respectant le pluralisme partisan. L'arrivée au pouvoir de Reagan et le soutien donné aux contras (embargo économique en 1985) fragilisent le FLSN qui se tourne vers les pays de l'Est puis tente une stabilisation monétaire largement manquée et accepte de négocier avec les contras. Si la transition démocratique est assurée en douceur par l'élection de Violeta Chamorro, la guerre civile n'a pas fait moins de 60 000 morts.

Après le Congo, l'Afrique est secouée par une seconde guerre civile dans les années soixante au Nigéria : sécession du Biafra, l'une des manifestations de la difficulté du fédéralisme de quatre États composant le pays.

Rappelons le cas de l'Angola, où s'affrontent les deux grands par alliés interposés.

4) *Echapper à la logique des blocs*

En Amérique latine, une Commission spéciale de coordination latino-américaine créée en 1963 tend à contester l'ordre imposé par les EU. En 1969, la CECLA demande une stabilisation du cours des produits d'exportation et le respect du « droit souverain de chaque pays à disposer librement de ses ressources naturelles ». Des négociations s'engagent sans résultat.

En Asie du Sud-Est : en 1967, à Bangkok, la Thaïlande, les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie et Singapour se sont rapprochés pour échapper au conflit embrasant la région (ASEAN). En 1976 à Bali, ils signent une déclaration de concorde et un traité d'amitié et de coopération. Les pays en voie de développement entraînés parfois malgré eux dans le conflit Est-Ouest ne peuvent alors trouver une stabilité politique pourtant nécessaire à leur développement.

B) L'impossible équilibre politique ?

Les conflits extérieurs s'invitent dans la politique intérieure : le cycle révolution-répression, les guerres idéologiques entraînent à la fois une instabilité politique, le recours à l'armée ou un pouvoir autocratique, cependant que se maintiennent des liens de domination avec les grandes puissances.

1) *Les séquelles de la colonisation*

– La fin de la guerre d'Algérie se déroule de façon tragique de chaque côté de la Méditerranée. Le 8 avril 1962, les Français approuvent massivement l'indépendance, démontrant ainsi que le rêve colonial avait définitivement disparu des esprits en métropole. Le bilan humain de la guerre dépasse celui des lourdes pertes (33 000 morts, 65 000 blessés) puisqu'il creuse un fossé entre l'Algérie et son ancienne métropole.

– Le Portugal refuse de faire évoluer l'Acte colonial de 1930 et, face aux tentatives des indigènes angolais de saisir l'ONU pour dénoncer leur situation misérable et la brutalité du colonisateur, le régime salazariste impose une politique de terreur. En 1961 commence un vaste mouvement de révolte angolais (insurrection de paysans) réprimé dans le sang. Il se poursuit par des actes de guérilla et s'étend à la Guinée portugaise et au Mozambique (1963-1964). La fin de la domination coloniale vient des bouleversements en métropole (révolution des œillets) en partie causés par ailleurs par le coût devenu insupportable des guerres coloniales.

– L'Afrique du Sud enfin refuse de reconnaître l'indépendance de la Namibie qu'elle traite de la même façon que son territoire (apartheid et bantoustanisation). Une guérilla débuta en 1967 qui s'étend en 1969 avec une lutte armée menée par la SWAPO (Organisation du peuple d'Afrique du Sud-Ouest). L'indépendance n'est reconnue qu'en 1989 et effective en 1990 après plus de 20 000 morts.

2) *Construire l'indépendance nationale et des nouveaux modèles*

– Si les nouveaux États africains ne remettent pas en cause les frontières héritées de la colonisation, les premières mesures d'émancipation symbolique concernent l'africanisation (ou la déseuropéanisation) des noms de pays et de villes (Congo belge devenu Zaïre en 1971 et sa capitale rebaptisée Kinshasa - le Soudan français, Mali - le Zimbabwe, ancienne Rhodésie du Sud, en 1980 etc...), voire des rues (ex. de Ségou au Mali où plusieurs rues portèrent des noms liés à l'histoire du pays et de l'Afrique). La langue coloniale fut en revanche conservée, sauf le swahili en Afrique orientale et bien sûr l'arabe au Maghreb. La nation se bâtit autour de la mémoire des grands résistants aux colonisateurs, auxquels on donne des surnoms contribuant à en accentuer le mythe. Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire) devient le « Magicien invincible », « le Bélier défenseur du Peuple » puis le « Vieux ». Dans tout le continent, comme par ex. en Egypte et en Tunisie, mais aussi en Guinée, le président est le Guide, le Combattant suprême... De façon générale, le nationalisme est un ciment important ailleurs qu'en Afrique, au Moyen-Orient par exemple où il est au cœur du projet nassérien, de l'Irak de Kasseem puis de Saddam Hussein : il constitue l'un des terreaux idéologiques du baasisme en Syrie et en Irak.

– Une partie de la jeunesse occidentale est fascinée par le « modèle chinois », vu comme une « utopie bienfaitrice et libératrice » (Hugues Tertrais) : comme ailleurs dans d'autres pays en voie de développement, la promesse de salut anticolonial, anti-impérialiste et anticapitaliste vient d'une troisième voie distante du socialisme réel, voire totalement opposée. Le modèle chinois continue d'attirer parce qu'il propose une voie révolutionnaire de passage au socialisme en se fondant sur les ressources propres aux pays en voie de développement, non souillées en quelque sorte par l'esprit capitaliste. Parmi les intellectuels qui épousent la cause maoïste et la révolution culturelle, citons le groupe des normaliens emmené par Benny Lévy ou encore en Italie Maria-Antonietta Macciocchi.

– Dans les pays en voie de développement, le modèle de la Révolution culturelle est appliqué au Cambodge par les Khmers rouges, qui poussent jusqu'au bout de la logique le refus de la division des classes par la désertification urbaine, le refus de l'école et de l'éducation, aussi bien que la monnaie et les moyens de communication. En Afrique, pénétration du marxisme limitée au cas de la Guinée, de la République populaire du Congo et du Bénin. Un socialisme d'État inspiré du nassérisme caractérise le régime algérien tandis que la Mauritanie adopte d'emblée le drapeau de l'Islam et sa religion comme idéologie du nouvel État.

3) *Coups d'État, répression, régimes autoritaires*

– Tous les pays en développement ou presque connaissent un présidentialisme autoritaire qui s'appuie sur un parti unique. C'est le cas des pays d'Afrique (FLN algérien et plus généralement, le parti nationaliste à l'origine de l'indépendance), au Moyen-Orient en Egypte (Nasser) ou dans les deux pays dirigés par le parti Baas (Syrie et Irak). Dans ce dernier cas, l'armée est omniprésente. Elle est le creuset des nouvelles élites, trentenaires, promues par les écoles élitistes créées sous la tutelle coloniale. Ex. d'Hafez el-Assad en Syrie. L'armée est également centrale dans les pays d'Amérique latine : elle est considérée comme un rempart contre l'extension du communisme. Les militaires interrompent alors le processus démocratique en renversant des présidents élus depuis mars 1962 (Argentine) jusqu'à octobre 1968 (Panama).

– Ces coups d'État naissent soit d'un échec de la politique volontariste de croissance industrielle (Brésil), ou de réformes agraires. Parfois, le coup d'État signe le début d'une politique volontariste (Torrijos au Panama). Les EU interviennent le plus souvent indirectement mais aussi directement comme dans la République Dominicaine (où les partisans du réformiste Juan Bosch sont réprimés par les marines fin avril 1965).

– La plupart des militaires tentent alors une politique plus ou moins audacieuse de réformes (à l'ex. de Velasco au Pérou) mais se heurtent en général à la résistance de l'oligarchie, à la méfiance des EU et au manque de soutien de classes moyennes qui refusent la dictature et de manière générale un réformisme imposé d'en-haut et géré par l'État.

– Le cas du Chili est le plus parlant : l'État chilien contrôle la quasi-totalité de l'industrie minière. La réforme agraire est accélérée. La poursuite de la politique de nationalisations sous forme de réquisitions aliène au gouvernement tant les EU que la bourgeoisie nationale. L'hostilité des EU et la radicalisation des mouvements sociaux ont raison du gouvernement. La grève des transports routiers oblige Allende à proclamer l'état d'urgence et faire appel aux militaires qui entrent dans son gouvernement. Le blocage politique organisé par l'opposition soutenue par la petite et moyenne bourgeoisies et encouragé par les EU débouche sur le coup d'État du 11 septembre 1973.

– La nature des coups d'État militaires, de Banzer à Videla (1976, Argentine) change dans les années 70 : au renversement d'un président élu pour mettre fin à un supposé blocage politique et économique succède une véritable politique réactionnaire de lutte contre les idées de gauche qu'il s'agit d'éradiquer de la société latino-américaine. D'où : d'une part politique d'élimination des opposants ou sympathisants de gauche qui accompagne la suspension de toute liberté publique, des institutions, des partis politiques ; d'autre part, une politique néolibérale inspirée de la nouvelle école de Chicago (Milton Friedman) qui prône l'application d'une stricte politique monétariste (libre-échange, politique déflationniste, désengagement de l'État) d'une idéologie conservatrice hostile à toute pensée progressiste et même à toute idée démocratique. Interventionnisme de l'État dictatorial dans la vie quotidienne même (enlèvement des enfants nés de parents opposants supposés en Argentine).

– En Asie du Sud-Est, la Corée du Sud vit sous la dictature militaire de Chung-hee depuis le coup d'État de 1961 ; Taiwan, sous la dictature répressive de Jiang Jieshi / Chiang Kai-Shek, soutenu par les EU présents militairement dans l'île. Seules les Philippines à la fin de la période (1986 avec la victoire de Corazon Aquino contre le président Marcos) et Hong-Kong sortent du lot. Seul cas notable d'une grande démocratie pluripartite qui s'oriente, à partir des années 70 vers une démocratie d'alternance, l'Inde.

– A la fin de la période toutefois, on assiste à un vaste mouvement de démocratisation. Au milieu des années 80, tant au Salvador qu'au Guatemala, un processus démocratique se fait jour. La chute d'Ortega au Nicaragua est la dernière manifestation d'une longue série qui débute avec l'Equateur en 1979, se poursuit avec l'Argentine et s'achève avec le Chili et le Paraguay (1989). A l'origine de processus parfois lent (Chili), il y a bien sûr les difficultés économiques, mais aussi, comme au Brésil, le relâchement de la censure et de la répression. Puis la défaite militaire (Argentine). Ou l'intervention directe des États-Unis pour conforter le résultat d'une élection refusé par le dictateur en place (Noriega au Panama). La démocratisation en Afrique débute, quant à elle, à la suite de manifestations en Algérie en octobre 1988 et fin 1989 en Afrique subsaharienne. Processus enclenché à des moments différents par des forces telles que les étudiants (Côte d'Ivoire), les syndicats (Zambie), les Eglises (Kenya), les fonctionnaires (Bénin, Togo) ou et l'élite étatique (Congo, Bénin, Zambie). Les jeunes sont souvent les plus actifs. Instauration du multipartisme au Zaïre, au Cameroun, au Bénin... En Corée du Sud, la commémoration en 1987 du soulèvement et du massacre de Gwangju lance le processus de démocratisation (proclamation d'une VI^e République). Démocratisation également à Taïwan.

C) Maintien de la domination ou début d'une politique de coopération ?

1) *Dans les anciennes colonies*

– La stratégie française repose sur des relations bilatérales facilitées par des contacts directs entre le président, ses éventuels *missi dominici* et les dirigeants africains. La logique de la coopération est définie dans le rapport Jeanneney de 1963 : assistance technique et militaire, apport financier dont une partie était destinée à faire acheter des produits français, une défense mutuelle et le cas échéant des bases militaires françaises (République centrafricaine, Gabon). En France la part du PNB réservée à l'aide au développement (Fonds d'aide et de coopération) diminue d'un peu plus de 2% en 1960 à 1,41% en 1964, 0,66 en 1970 (GB : 0,37 cette même année).

– En ce qui concerne la monnaie, autant l'Afrique anglophone suivit très tôt le dollar (ex. du Nigéria), autant l'Afrique francophone fut régie par le franc CFA. Les noms changent mais la

réalité reste la même : la zone franc repose sur la libre convertibilité de la monnaie CFA avec la monnaie française.

– L'assistance technique prend la forme d'une aide en personnels et de formation de cadres locaux (10 000 coopérants français en Algérie en 1966). L'aide militaire technique occupe une large part (notamment de la part des Britanniques).

– Bien qu'en diminution nette depuis l'indépendance, la part de la France dans le commerce des pays africains demeure solide, nettement plus que du côté britannique, du fait du statut associé au sein de la CEE. Ainsi, en 1970, cette part atteint ou dépasse les 50% au Congo, au Sénégal, au Gabon...

– La Françafrique, politique menée depuis les débuts de la V^e République (Jacques Foccart, conseiller élyséen pour les affaires africaines) est la manifestation la plus évidente du maintien d'une tutelle française sur ses anciennes colonies : soutien aux régimes autoritaires africains en échange du maintien de l'exploitation des matières premières par de grandes compagnies françaises (ex. d'Elf au Gabon), de marchés protégés, voire de financements occultes du parti majoritaire ; opérations militaires pour maintenir ou renverser un dictateur gênant (renversement de Bokassa en 1979 en République centrafricaine).

2) *L'Alliance pour le progrès et son échec*

– Le rapport des EU à l'Amérique latine au début des années soixante est régi par l'Alliance pour le progrès et le réformisme (Kennedy) directement liée à la prise de conscience d'une exaspération croissante contre la politique étatsunienne. En août 1961, à Punta del Este, une conférence exceptionnelle du Conseil interaméricain économique et social de l'OEA adopte une Charte fixant 12 objectifs à atteindre dont une croissance solide et stable ; une redistribution des richesses ; la relance de l'industrialisation ; des programmes de réforme agraire ; une politique d'instruction publique ; une politique sanitaire ; une politique de coopération... Cent milliards de dollars sont prévus dont seulement 20% accordés par les EU. Idée selon laquelle le sous-développement et les inégalités sont directement responsables de la montée du communisme et que le décollage économique accompagné d'une politique de Welfare serait la solution idoine pour éradiquer la tentation marxiste et les révolutions. Programme trop ambitieux pour être réaliste (oppositions internes aux réformes, effets limités, instabilité politique sont autant d'obstacles). En outre, les EU préfèrent encore une solution militaire à toute évolution vers une forme de communisme.

3) *Des tentatives d'émancipation se font jour*

– En Afrique, des efforts sont faits pour créer une forme d'union économique, mais le souhait de réaliser une union continentale n'est pas partagé par tous (pays d'Afrique du Nord avec leurs voisins méridionaux, favorables, contre Afrique sub-saharienne soucieuse de renforcer les États-Nations). L'OUA doit répondre à ces divergences. Une charte prévoit une politique de non-alignement (accord unanime), tout comme la condamnation de l'apartheid et du colonialisme répressif portugais, mais dans la réalité, existe une division entre partisans du monde communiste et partisans du monde occidental. Des intégrations régionales sont réalisées (Afrique francophone, plusieurs unions douanières régionales).

– La création de la zone de libre-échange en Amérique latine en 1960 permet une envolée spectaculaire du commerce infrarégional dans la décennie, mais les bénéfices sont inégalement répartis entre le Guatemala, le Salvador (ultra-bénéficiaires) et les autres. En Amérique du Sud, peu de pays se mettent d'accord pour renoncer à telle ou telle production industrielle

au profit d'un autre. En Asie du Sud-Est, l'Asean permet de lancer une coopération renforcée entre les États membres. Au Moyen-Orient, la nationalisation des pétroles (nationalisation de l'Iraq Petroleum Company (IPC) en 1972) achève le processus d'émancipation. Le pétrole devient vite une arme entre les mains des pays producteurs. En juillet 1973, les pays de l'OPEP augmentent le prix du pétrole de près de 12%. L'Arabie saoudite prend la tête du soutien à l'OLP, utilisant l'arme de l'embargo de l'augmentation du prix du baril contre les EU qui soutenaient Israël. Les pays de l'OPEP menacent de réduire la production chaque mois de 5% tant qu'une solution ne serait pas apportée et d'augmenter de 17% les prix. Le résultat est une augmentation de 70% qui touche davantage l'Europe et le Japon que les EU. Il faut également indiquer l'importance des conséquences géopolitiques de l'exportation du pétrole. Pour l'Arabie saoudite, la multiplication par plus de deux du PIB en un an ouvre l'ère de la « renaissance ». Le pétrole, devenu pour la première fois une arme politique, donne alors à l'Arabie saoudite une influence immense au Moyen-Orient et au-delà, un pivot de la géopolitique régionale et mondiale.

D) Les inégalités de développement

1) *Des politiques économiques changeantes*

– Un rapport de l'ONU indique clairement en 1963 que le développement de l'Afrique ne peut passer par l'exportation des matières premières, même avec l'assurance d'une stabilité des prix à un niveau suffisant. En outre, la proposition d'un transfert de capitaux extérieurs pour faciliter le développement est vue comme une forme de néo-colonialisme (recherche de hauts rendements et nouvelle dépendance africaine). La seule solution consiste, avec l'aide de l'État, de la planification, à un développement exponentiel de l'industrie africaine sans lequel le doublement de la production agricole escompté ne suffira pas.

– L'option libérale est choisie par la Côte d'Ivoire et le Maroc pour attirer des capitaux extérieurs. Mais ces pays, pas plus que les autres, ne voient l'État abandonner toute intervention (création de coopératives agricoles par l'État au Bénin, actions de l'État sur les prix agricoles par exemple). En revanche la Tunisie prévoit un désengagement de l'État à partir de la fin des années soixante (privatisation des coopératives et appel aux capitaux privés dans le secteur industriel et celui du tourisme).

– Si le socialisme à l'africaine, selon l'expression de Julius Nyerere pour la Tanzanie, consiste en un refus de l'aide extérieure et le choix de l'agriculture comme « base de développement » (échec toutefois car même la production vivrière est insuffisante au milieu des années 70), le dirigisme étatique concerne quant à lui tous les pays. Ex. de l'Algérie plus « soviétique » dans son mode de fonctionnement (priorité aux industries lourdes dans le cadre d'une planification contraignante). Mais l'Algérie bénéficie de la manne pétrolière sans oublier le gaz. En 1980, 96% des exportations algériennes sont des hydrocarbures. La production agricole ne suit pas : en 1970, 60% de la population est rurale et vivant dans des conditions misérables.

– Les « dragons » asiatiques se développent dans le sillage du Japon et en imitant son modèle : l'État joue un rôle majeur, imitation puis remplacement des produits importés, production en masse de produits moins chers qu'en Occident destinés à l'exportation.

– A partir des années 80, les solutions libérales semblent progresser. En Chine, le groupe des Experts (Deng Xiaoping) triomphe. Deng définit de nouvelles orientations économiques autour du slogan des quatre modernisations : agriculture, industrie, sciences et techniques, armée. Après la mort de Mao le 9 septembre 1976, il lance un train de réformes en décembre

1978 (décollectivisation des campagnes, introduction d'une dose de marché dans l'économie, ouverture à l'Occident, à ses échanges, ses investissements). A Taïwan, le décollage économique s'appuie sur l'attrait fiscal que constituent les zones franches et le même modèle des autres dragons (planification et exportations). En Inde, un programme de libéralisation est fondé également sur l'ouverture aux investissements étrangers à partir des années 80.

2) *Une croissance irrégulière et inégale*

– En Amérique du Sud, l'obsession du développement fondé sur l'industrialisation pénalise l'agriculture dans des pays à fortes capacités productives (l'Argentine doit importer des denrées alimentaires) et augmente la dépendance à l'égard des industries étrangères attirées par les infrastructures. La bourgeoisie nationale garde le contrôle de la production de biens de consommation non durable qui ne profitent qu'aux classes aisées, accroissant du même coup les inégalités. Les pays s'endettent et voient leur commerce extérieur déjà déficitaire aggravé par la crise pétrolière. Celle-ci bénéficie en apparence à la balance des paiements puisque les pétrodollars affluent dans les pays d'Amérique latine aggravant toutefois la dette du sous-continent.

– En 1989 le PIB par habitant des latino-américains est à son niveau de 1977 en raison des crises successives. La situation est très disparate toutefois entre une augmentation au Chili et en Colombie et une baisse spectaculaire en Argentine, au Venezuela et en Bolivie. Tout dépend des matières premières exportées ou produits alimentaires : le cuivre par ex. ne baisse pas, ce qui profite au Chili, mais ce n'est pas le cas du café (Brésil), du cacao, des minerais (argent, étain, bauxite) et du pétrole (Venezuela). Cela se traduit par une baisse des échanges interaméricains. Les capitaux entrés après 1974 sont allés ailleurs et les investissements publics ont diminué. Du coup, les industries, stimulées par les exportations ou les investissements publics voient leur part reculer dans le PIB de ces pays. La tendance inflationniste reprend, avec des taux faramineux comme en Argentine (plus de 3700%). La dette atteint la moitié du PIB. Les taux d'emprunt s'envolent. En Argentine les capitaux fuient et le Mexique en 1982 est en cessation de paiement.

– La réponse des pays d'Amérique latine est, au départ, désordonnée. Tous dévaluent. Certains prônent une politique monétariste (Mexique, Venezuela) qui se traduit par une coupe d'un cinquième des dépenses publiques. En Argentine, on gèle prix et salaire (1985), change la monnaie, mais après un net recul de l'inflation, l'ajustement permis par le gouvernement relance le processus inflationniste. Les recettes proposées par le FMI finissent par s'imposer à partir de 1987 : retour aux grands équilibres, ouverture des économies (libre-échange), désengagement de l'État. Avec toutefois une attention portée aux inégalités sociales. Le Mexique et l'Argentine procèdent à des mesures fiscales qui visent à corriger une pression inégale et mal conçue. L'Argentine privatise, comme le Mexique et le Chili l'avaient fait. Le problème de la dette, à l'aube des années 90, demeure irrésolu.

– En Afrique, la croissance est inégale dans la décennie soixante pour une moyenne inférieure à 3% : très forte par ex. au Togo, en Côte d'Ivoire ou en Zambie, elle est quasiment inexistante au Tchad et au Soudan. Notons toutefois que la part de l'industrie s'accroît, passant de 17% du PIB africain en 1960 à 23% en 1970, tandis que l'agriculture représente encore un peu plus du tiers du même PIB. Cela dit, ce sont surtout des industries de substitution (consommation locale). En outre, la population s'accroît plus vite encore. Ajoutée au phénomène d'urbanisation, l'accroissement se heurte aux insuffisances de la production agricole, entraînant l'émigration. L'Afrique est elle aussi victime de la crise des années 70 ce qui se traduit par une période inflationniste. Elle est toujours dépendante du cours de matières premières.

Celui-ci a tendance à baisser brutalement à partir de 1981 et l'échange avec les pays développés, notamment la CEE est inégal. L'Afrique est marginalisée comme client et comme fournisseur. Aggravation de l'endettement qui a d'abord diminué entre 1980 et 1985. Le FMI intervient alors pour imposer des mesures drastiques causant des mouvements sociaux et révoltes (Algérie en 1980 et 1981, Afrique occidentale entre 1977 et 1985)

– En Asie du Sud-Est, le décollage économique sud-coréen commence en 1962 avec un premier plan quinquennal fondé sur les exportations qu'organisent les grands conglomérats industriels (Samsung, LG). La croissance coréenne permet au pays de connaître les mêmes mutations sociales que les pays développés d'Europe et d'Amérique du Nord : urbanisation accélérée et transition démographique qui freine la croissance naturelle de la population. Hong-Kong se développe sur le modèle britannique qui l'abrite et profite de sa position en territoire chinois. Singapour bénéficie de sa position inter-océane et de la marginalisation, du fait de la guerre, des concurrents potentiels situés au nord (Vietnam, Laos et Cambodge). Les années 80 confirment le décollage économique des dragons et voient les pays de l'ASEAN connaître une décennie de croissance sans pareille selon le modèle des dragons (substitution aux importations, promotion des exportations). La mise à l'abri des besoins alimentaires par la croissance de la production de riz les y a aidés. Ces pays profitent également de l'augmentation exponentielle des IDE (qui quintuplent en dix ans – 1981-1991) notamment en Thaïlande, en Malaisie et en Indonésie. En Chine, Zhao Ziyang à la tête du gouvernement de 1980 à 1987 suit les traces de Hong-Kong et des dragons : baisse autoritaire de la démographie (politique de l'enfant unique) et quatre zones économiques favorables aux investissements étrangers, face à Taiwan et près de Hong-Kong, qui bientôt s'étendent à tout le littoral. La Chine commence ainsi son ascension économique à partir du secteur textile puis de l'industrie des biens de consommation. Le Vietnam suit la perestroïka gorbatchévienne à partir de 1986.

3) *Les mutations sociales et les phénomènes de résistance*

– L'Amérique du Sud et l'Afrique sont, encore à la fin des 70, au stade de la première phase de la transition démographique. Croissance démographique très importante dépassant les 3% pour plusieurs pays d'Amérique latine (ex. du Mexique) à la seule exception de l'Uruguay et de l'Argentine. Elle s'accompagne d'une urbanisation galopante (de 46% d'urbains en 1960 à 65% en 1980) surtout en Amérique du Sud. Comme la construction de logements et le rythme de l'industrialisation ne suivent pas, pauvreté et bidonvilles se développent.

– Le continent africain compte quant à lui 625 millions d'habitants en 1991, avec une croissance de 85% entre 1970 et 1990. Accélération de la croissance dans la dernière décennie due à l'achèvement de la première phase de la transition démographique. La chute de la mortalité doit à l'action internationale, parfois à un budget national important (4,5% du PIB dans les dépenses de santé en Afrique subsaharienne) : éradication des endémies classiques comme la variole, mais persistance du paludisme et surtout fléau du SIDA. La dernière phase de la transition démographique concerne notamment la Tunisie (la première à mettre en place une politique de planning familial) et l'Égypte (croissance entre 2,1 et 2,5% contre plus de 3% pour l'Afrique sub-saharienne). L'indice de fécondité dépasse les 6 en Afrique subsaharienne, 4 en Égypte et moins encore en Tunisie.

– Une population donc très jeune dans ces pays où les moins de quinze ans représentent plus de 40%, qu'il faut instruire, ce qui est davantage le cas en Afrique du Nord, notamment pour les filles. La scolarisation progresse partout, y compris pour l'enseignement secondaire mais très vite se pose le problème des diplômés sans travail.

– La part des citadins est passée en moyenne de moins de 23% en 1970 à 35,5% en 1990. Seuls quelques pays cependant voient leur population urbaine dépasser celle des ruraux (Libye, Afrique du Sud...). Outre l'exode rural, il faut également compter sur la croissance endogène des villes. Les mégapoles nouvelles : Lagos (capitale du Nigéria) compte dix fois plus d'habitants en 1990 qu'en 1970 (10 millions). Voir également Le Caire (8,8 millions soit 17% des Egyptiens), Kinshasa (plus de 3,3 millions), etc. Des disparités apparaissent : Tunis compte un métro, quand d'autres capitales ont encore un système de taxis collectifs. La ségrégation spatiale s'est renforcée surtout quand la guerre civile fait des ravages et pousse des populations entières à migrer dans la capitale, s'entassant dans des bidonvilles (Khartoum).

– En Inde également, croissance démographique : 1^{ère} phase de transition démographique assurée avant les années 70 grâce à l'éradication ou la maîtrise d'un certain nombre de maladies à fort taux de mortalité (malaria, variole). Mais la population double entre les années 50 et la fin des années 70 (681 millions d'Indiens en 1981). D'où une politique sévère de contrôle des naissances. L'urbanisation est moins importante qu'en Amérique latine et ressemble plus dans ses rythmes à ce que l'on trouve en Chine ou en Indonésie. En 1981, seuls 23% de la population vivent dans les villes. Celles-ci sont les grandes délaissées de la politique indienne, ce qui fait que 40 à 45% de la population urbaine connaissent les bidonvilles.

– L'émancipation des femmes. Le cas de l'Iran, sans être isolé, ne doit pas être généralisé : polygamie encadrée, âge minimal au mariage retardé pour les femmes, droit au divorce, alphabétisation en progrès, planification familiale.

– En Amérique du Sud, un double mouvement de contestation se fait jour. Le premier concerne les paysans sans terre victimes de la concentration (40% au Salvador en 1975). Au Nicaragua, ce sont les mouvements urbains qui mènent la guérilla contre le pouvoir (Front sandiniste de libération nationale, 1962 et Mouvement peuple uni). Une partie minoritaire du Clergé utilisant les thèmes présents à Vatican II (paix, justice, pauvreté) soutient la contestation : c'est la naissance de la théologie de la libération (Gustavo Gutiérrez, 1971). Mais les thèses sont condamnées par l'Eglise à la fin des années 70. Enfin, il faut noter qu'au Guatemala, les questions ethniques se mêlent aux questions sociales (rôle des Indiens dans les luttes rurales à partir du milieu des années soixante-dix).

– Au Moyen-Orient, l'émancipation des femmes (Egypte, Iran) vient surtout d'une décision du pouvoir. Elle se heurte parfois à la volonté des femmes elles-mêmes, mais aussi et surtout au pouvoir religieux qui progresse dans ces deux pays. En Iran, l'octroi du droit de vote et d'éligibilité aux femmes a suscité le mécontentement des clercs de haut rang, dont l'ayatollah Khomeiny pour lequel le gouvernement a enfreint l'islam.

– Les phénomènes migratoires : l'ex. britannique. Entre 1955 et 1962, 400 000 Antillais, Indiens et Pakistanais se dirigent vers l'Angleterre. Beaucoup ouvrent de petits commerces, restaurants ou hôtels dans des grandes agglomérations urbaines.

Conclusion : plusieurs faits marquants nouveaux peuvent être évoqués.

- la démocratisation définitive de la quasi totalité des pays d'Amérique latine et des pays d'Asie du Sud-Est à l'exception notable de la Chine et les débuts du processus démocratique dans plusieurs pays africains ;
- l'essor économique de la Chine et au-delà des pays formant ce qu'on appelle les BRICS (seule la Russie figure parmi les « anciens » pays développés) et plus récemment encore de nombreux pays africains ;

- l'instabilité géopolitique mais aussi économique des pays en développement (Moyen-Orient).